



(<https://www.aefinfo.fr/>)

Le groupe (<https://www.aefinfo.fr/>) | Nos événements (<https://www.aefinfo.fr/>) | Recherche

Home (<https://www.aefinfo.fr/>) | Social / RH (<https://www.aefinfo.fr/depeches/social-rh/>) | Politiques de l'emploi (https://www.aefinfo.fr/social-rh/politiques_de_lemploi/) | **Dépêche n° 606820**

Rapprochement avec Pôle emploi, formation, maintien en emploi... Cheops présente les enjeux et le bilan des Cap emploi

"L'écart entre le taux de chômage des valides et le taux de chômage des personnes en situation de handicap ne diminue pas, donc il y a une difficulté dans l'organisation collective", reconnaît Jean-Pierre Benazet, président de Cheops, qui représente les Cap emploi. Il est favorable à l'idée de nouvelles formes de coopération avec Pôle emploi, notamment dans des lieux communs. Le Conseil national handicap & emploi des organismes de placement spécialisés présente ses actualités, enjeux et résultats 2018, lors d'une conférence de presse, jeudi 23 mai 2019.



Plus de 84 000 placement ont été réalisés en 2018 par les Cap emploi. Les CDI augmentent de 2,3%. © Jason Bain
Sophie Cluzel a annoncé "la mise en place progressive de lieux uniques d'accueil" entre Cap emploi et Pôle emploi, lors du Conseil des ministres du 15 mai 2019. L'ambition de ces lieux est de proposer "une seule porte d'entrée, pour mettre fin aux errances de guichets en guichets", avait alors précisé la secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargée des Personnes handicapées.

L'offre de services à destination des travailleurs en situation de handicap fait l'objet d'une concertation en deux phases. La première s'est achevée et a trouvé, notamment, une traduction législative dans la loi "Pour la liberté de choisir son avenir professionnel". La seconde porte sur l'offre de services (lire sur AEF info (<https://www.aefinfo.fr/depeche/601710>)). Les travaux des quatre groupes ont été restitués le 10 mai 2019. Les arbitrages du gouvernement n'ont pas encore été communiqués.

"parcours du combattant"

Cheops (Conseil national handicap & emploi des organismes de placement spécialisés) soutient l'idée de points d'accueils communs. "Pour les personnes en situation de handicap, cela a pu être le parcours du combattant, d'être renvoyé entre Pôle emploi et Cap emploi", indique Jean-Pierre Benazet, président de Cheops (Conseil national handicap & emploi des organismes de placement spécialisés), lors d'une conférence de presse, jeudi 23 mai 2019.

"Il y a donc eu des propositions de fusion. Mais nous avons préféré proposer des lieux communs d'entrée pour avoir un diagnostic commun." La fusion présentait le risque "d'une perte d'expertise handicap" et de "difficultés pour la gestion du personnel". "Chacun souhaite garder sa culture", précise-t-il.

Cap emploi et Pôle emploi sont, notamment, engagés dans une expérimentation en ce sens dans le département du Rhône. Une ressource Cap emploi a ainsi été déployée sur quatre agences, une journée par semaine sur chaque agence. L'idée est de pouvoir mobiliser, auprès de la personne ou auprès du conseiller, l'expertise Cap emploi. En outre, Cheops et Pôle emploi ont lancé en juillet 2018 un chantier sur le rapprochement des offres de services.

maintien en emploi

Pour les demandeurs d'emploi en situation de handicap, un tiers est accompagné par les Cap emploi, deux tiers par Pôle emploi. Depuis janvier 2018, les Cap emploi sont responsables de l'accompagnement vers l'emploi et du maintien en emploi. "Nous travaillons dans la durée, sans rupture de parcours", explique Marlène Cappelle, déléguée générale. Ils accompagnent donc les personnes, chômeurs, salariés ou même travailleurs indépendants, ainsi que les employeurs privés et public. Ces structures interviennent dans les cas dits complexes, pour la recherche et la mise en œuvre de solutions.

Les personnes reçues, aussi bien les salariés que les demandeurs d'emploi, sont majoritairement peu diplômées (niveau BEP-CAP). Les chômeurs ont le plus souvent entre 40 et 49 ans tandis que les salariés sont plus âgés (plus de 50 ans).

Dans l'accompagnement des personnes, les conseillers travaillent sur un diagnostic, en particulier de la compensation. "C'est le delta déterminant l'inadéquation entre la situation de travail et le handicap, que l'on soit dans une situation d'accès à l'emploi ou de maintien", commente Marlène Cappelle. Les compensations peuvent être techniques (logiciels adaptés pour les troubles dys, chaise pour les troubles musculaires, etc.) mais aussi organisationnelles (temps partiels, horaires aménagés, etc.)

"cap emploi : référents handicap des tpe-pme"

Du côté des entreprises, "50 % de celles avec qui nous travaillons sont des TPE-PME", affirme Marlène Cappelle. Les TPE et les PME en dessous de 20 salariés ne sont pas soumises à l'obligation d'emploi. "Cela montre qu'il n'y a pas que l'obligation qui fonctionne", selon Jean-Pierre Benazet. L'ambition est de leur proposer "un service clé en main", avec un recrutement "aussi facile que n'importe quel autre". "Les Cap emploi sont un peu les référents handicap des TPE-PME", ajoute la déléguée générale.

Cheops représente les 98 Cap emploi présents sur le territoire national, soit environ un par département, le réseau employant 2 200 salariés. Avec trois missions principales : représenter les Cap emploi, participer à la définition des politiques d'emploi des travailleurs handicapés et professionnaliser les équipes. Depuis 2016, il existe également 16 Cheops régionaux.

Pour accompagner la montée en compétences des équipes de Cap emploi, Cheops propose aussi un centre de formation. 1 685 personnes ont été formées en 2018. Handi-formation a monté un parcours certifiant : "Handicap : accès et maintien dans l'emploi", qui s'adresse également aux conseillers des missions locales et de Pôle emploi. Cheops travaille actuellement à la mise en place d'un centre ressources "Compensation", pour référencer des informations, des échanges de pratiques.

84 000 placements

Lors de la conférence de presse, le Conseil national dévoile des chiffres d'activité pour 2018, pour les 98 structures :

- environ 179 000 personnes sont toujours en accompagnement vers l'emploi au 31 décembre 2018 ;
- environ 42 000 salariés, agents de la fonction publique et travailleurs indépendants ont été accompagnés pour un maintien dans l'emploi ;
- environ 150 000 employeurs ont mobilisé un des services des Cap emploi.

La formation est un axe important, avec 21 200 formations qualifiantes ou certifiantes ainsi que 11 000 formations préqualifiantes ou remises à niveau. Les Cap emploi apprécient les PMSMP (Périodes de mise en situation en milieu professionnel), avec une progression de 10 % entre 2017 et 2018. "C'est un super outil. 20 % aboutissent à la signature d'un contrat. Cela peut sembler peu mais c'est beaucoup en réalité car l'idée de départ n'est forcément l'embauche directe dans l'entreprise", commente Marlène Cappelle. Les PMSMP sont, en effet, aussi utilisées pour découvrir un métier ou confirmer un projet.

Au total, en 2018, plus de 84 000 placements ont été réalisés sur tout type de contrat. Un résultat proche de celui de l'année précédente (+0,2 %). Les placements sont en hausse dans le secteur privé et en baisse dans la fonction publique, "notamment en lien avec la baisse des contrats aidés", commente la déléguée générale. Les CDI (16 000) progressent de 2,3 % tandis que les créations d'entreprises enregistrent une forte augmentation (16,8 %).

forte croissance du cep, accessible aux salariés

Le recours aux contrats en alternance est stable (près de 4 000).

Les Cap emploi sont opérateurs du conseil en évolution professionnelle. En 2018, près de 78 000 ont ainsi été délivrés, soit une croissance de 38,2 %. "La progression s'explique par la mise en œuvre désormais du CEP à destination des salariés afin de prévenir la désinsertion professionnelle", ajoute Marlène Cappelle.

Pour les salariés, un peu moins de 20 000 maintiens ont été réalisés en 2018. Presque un signalement sur deux (47 %) provient des services de santé au travail. Un sur quatre (24 %) des employeurs et 16 % des personnes elles-mêmes.

Demandeurs d'emploi - Chômage (<https://www.aefinfo.fr/rubrique/21312>) Emploi - Marché du travail (<https://www.aefinfo.fr/rubrique/21313>) Entreprises (<https://www.aefinfo.fr/rubrique/21314>) Pôle emploi - Unédic (<https://www.aefinfo.fr/rubrique/21320>) Pouvoirs publics (<https://www.aefinfo.fr/rubrique/21321>) Sécurisation professionnelle (<https://www.aefinfo.fr/rubrique/21316>)

CONTACTER LE JOURNALISTE



SUIVRE CE SUJET



@AEFSOCIAL_RH ([HTTPS://TWITTER.COM/@AEFSOCIAL_RH](https://twitter.com/AEFSOCIAL_RH))

Dépêche n° 606820 ⌚ 5 min de lecture

Par Alexandra Turpin Publiée le 23/05/2019 à 17h12

À LIRE AUSSI

RESSOURCES HUMAINES



Il faut voir le handicap "en tant qu'atout économique et accélérateur d'innovation" (Sophie Cluzel à AEF info)

<https://www.aefinfo.fr/depeche/603119> **+ LIRE LA SUITE** ([HTTPS://WWW.AEFINFO.FR/DEPECHE/603119](https://WWW.AEFINFO.FR/DEPECHE/603119))

<https://www.aefinfo.fr/depeche/603119>

<https://www.aefinfo.fr/depeche/603813>

POLITIQUES DE L'EMPLOI



Handicap : Les Cap emploi pourraient être abrités par Pôle emploi (Caroline Janvier, mission flash de l'Assemblée)

+ LIRE LA SUITE ([HTTPS://WWW.AEFINFO.FR/DEPECHE/603813](https://WWW.AEFINFO.FR/DEPECHE/603813))

POLITIQUES DE L'EMPLOI



+ LIRE LA SUITE ([HTTPS://WWW.AEFINFO.FR/DEPECHE/601710](https://WWW.AEFINFO.FR/DEPECHE/601710)) **Handicap : L'objectif de la concertation est**

<https://www.aefinfo.fr/depeche/601710>

<https://www.aefinfo.fr/depeche/598976>

POLITIQUES DE L'EMPLOI



+ LIRE LA SUITE ([HTTPS://WWW.AEFINFO.FR/DEPECHE/598976](https://WWW.AEFINFO.FR/DEPECHE/598976))

de "simplifier l'offre et donner de la lisibilité" (M. Bouchehioua, Aefinfo)

(https://www.aefinfo.fr/depeche/601710)

APERÇU

AJOUTER

ENLEVER

POLITIQUES DE L'EMPLOI



Handicap : le gouvernement prône une "coordination renforcée et un rapprochement" entre Pôle emploi et Cap emploi

(https://www.aefinfo.fr/depeche/594577)

[+ LIRE LA SUITE](#)

(HTTPS://WWW.AEFINFO.FR/DEPECHE/594577)

Chômeurs en situation de handicap: l'expérimentation menée par Pôle emploi est "extrêmement encourageante" (M. Pénicaud)

(https://www.aefinfo.fr/depeche/585774)



Handicap : en 2017, les placements par les Cap emploi augmentent mais les solutions "durables" baissent

(https://www.aefinfo.fr/depeche/585774)

[+ LIRE LA SUITE](#)

(HTTPS://WWW.AEFINFO.FR/DEPECHE/585774)

À DÉCOUVRIR

FORMATION PROFESSIONNELLE



Le Fongecif Auvergne-Rhône-Alpes a accompagné 18 000 personnes au titre du CEP en 2018, moins qu'en 2017

[+ LIRE LA SUITE](#)

(HTTPS://WWW.AEFINFO.FR/DEPECHE/606444)

(https://www.aefinfo.fr/depeche/606444)

(https://www.aefinfo.fr/depeche/606466)

(https://www.aefinfo.fr/depeche/606466)

SNCF : la cour d'appel de Paris donne raison aux syndicats sur le décompte des jours de grève pendant le conflit de 2018

(https://www.aefinfo.fr/depeche/606466)

Le conflit social au sein de la SNCF contre la réforme ferroviaire en 2018, composé de 18 préavis de grève de 2 jours tous les 5 jours, ne constitue pas un mouvement de grève unique permettant de cumuler les périodes d'absence pour calculer les retards de salaire. La cour d'appel de Paris confirme le 16 mai 2019 le

(<https://www.aefinfo.fr/depeche/606444>)

jugement du TGI de Bobigny qui avait écarté le 21 juin 2018 l'interprétation de la SNCF (<https://www.aefinfo.fr/depeche/606466>)lire sur AEF info (<https://www.aefinfo.fr/depeche/587920>)). Les juges d'appel écartent la fraude alléguée par l'entreprise ferroviaire et retiennent l'existence d'une atteinte au droit de grève.

FORMATION PROFESSIONNELLE

(<https://www.aefinfo.fr/depeche/606477>)



"Nous assumons le fait que l'entreprise aura moins la maîtrise des fonds de la formation" (Franck Morel à la FFP)

[+](#) LIRE LA SUITE

(<https://www.aefinfo.fr/depeche/606477>)([HTTPS://WWW.AEFINFO.FR /DEPECHE/606477](https://www.aefinfo.fr/depeche/606477))